



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# Ni dialogue social, Ni provocations racistes :

## POUR UNE RENTRÉE DES LUTTES !

**BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 7 SEPTEMBRE 2023**

*Pendant que les profits battent des records, la crise s'aggrave à cause de l'inflation qui ampute les budgets et des salaires qui ne suivent pas. Le climat social se tend. Alors Macron s'agite pour que la contestation n'éclate pas dans la rue et les grèves, comme sur les retraites. D'un côté, il lance des provocations racistes, de l'autre, il attire les partis de gauche et les directions syndicales dans un simulacre de dialogue qui ne débouchera sur rien de bon pour les salariés et la jeunesse.*

### **La guerre sociale qu'ils nous mènent**

La réforme des retraites de Macron entre en vigueur en septembre et l'offensive patronale continue avec l'inflation.

Tous les trois mois, les ministres répètent que sa fin approche, mais les prix continuent de monter, car les grandes entreprises gonflent leurs marges. Et le gouvernement laisse faire... et même augmente le tarif des médicaments !

Le ministre de l'Économie promet maintenant de bloquer les prix de certains produits. Mais ce qui reste bloqué depuis des mois, ce sont nos salaires.

On estime que les prix alimentaires ont pris plus de 20 % en deux ans. Et nos fiches de paie ? C'est ça la réalité des prix : logement, transports, alimentation, tout devient hors de prix. Se restreindre devient banal et galérer devient normal.

Tout augmente, mais pas les salaires, ni les moyens dans les services publics.

Dans les hôpitaux, les soignants ont passé l'été sous l'eau à cause du manque de personnel. Dans l'éducation nationale, il manque près de 3 200 profs en cette rentrée.

Face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement annonce que les salaires vont être revalorisés dans la santé et l'éducation, mais on est très loin du compte.

Dans les hôpitaux, les maigres augmentations de primes annoncées ne vont rien changer aux conditions de travail dégradées. Et chez les enseignants, c'est même carrément du chantage, puisqu'au lieu d'embaucher, on propose aux enseignants d'améliorer leur salaire... en échange de tâches supplémentaires.

Pendant qu'on se serre la ceinture, les actionnaires sont à la fête : les entreprises du CAC 40 ont fait presque 80 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2023.

De l'argent, il y en a. C'est là qu'il faut aller le chercher. D'ailleurs là-haut, ils s'inquiètent de la colère sociale qui couve et pourrait exploser comme sur les retraites.

### **Ni provocations racistes, ni dialogue social**

C'est pour ça qu'ils tentent de diviser encore et toujours le monde du travail : Macron lance des contrefeux directement piochés dans les poubelles (ou les programmes) de Le Pen et Zemmour : polémique islamophobe avec l'interdiction des abayas dans les établissements scolaires, campagne xénophobe avec sa future loi sur l'immigration. Mais le gouvernement peut bien pointer des boucs émissaires, rien ne dit que ça va fonctionner. Car les robes des adolescentes et l'accueil des migrants qui fuient la misère et les guerres ne sont en rien responsables de nos problèmes actuels.

En parallèle, Macron tend la carotte du dialogue social. Quand il propose une réunion à Saint-Denis aux chefs des partis, toute la gauche accourt pour participer aux discussions, aux côtés de LR et du RN.

Même chose quand il propose aux directions syndicales une conférence sur les salaires qu'elles se sont empressées d'accepter... avant même de chercher à mobiliser. Comme si quelque chose de positif pouvait sortir d'une réunion avec le gouvernement et le Medef !

### **Nous imposer face au gouvernement**

Nous savons pourtant toutes et tous qu'il n'y a rien à attendre de ces « concertations » et du « dialogue social ». Face à Macron et à son gouvernement, ce n'est pas de « concertations » dont notre camp social a besoin : c'est d'une mobilisation, de grèves toutes et tous ensemble. Voilà ce à quoi, dès maintenant, nous devons œuvrer. Parce qu'il n'y aura pas d'autre solution.

Pour vivre et pas survivre, il faut imposer nos revendications sur les salaires, les emplois, les conditions de travail. Pour contrer l'offensive raciste du gouvernement, le monde du travail doit mettre en avant ses exigences.

Ainsi le NPA, comme d'autres organisations politiques ou syndicales, appelle à manifester dès le 23 septembre contre la politique pro-patronale du gouvernement, et les mesures autoritaires et racistes qui l'accompagnent.

## « Ma priorité, c'est le business »

Luca de Meo est venu justifier sur des plateaux télé que les voitures neuves, ce n'était maintenant plus que pour les riches. Selon lui, la faute à l'Europe, aux normes, aux écolos... mais surtout pas celle des actionnaires qui se gavent pourtant avec les marges indécentes sur les voitures actuelles.

En réalité, c'est précisément « *sa priorité, le business* » qui s'oppose à la protection de l'environnement, en électrique comme en thermique. Alors que les nôtres de priorités - notre emploi, notre salaire et nos conditions de travail - pourraient tout à fait être utiles à la population et à l'environnement... si les travailleurs prenaient le contrôle de l'économie.

## Changement climatique : la catastrophe est déjà là

Incendies géants, tempêtes, tornades et déluges, chaleurs exceptionnelles ont rythmé l'été aux quatre coins du monde: incendies à Hawaï (115 morts, 1100 disparus), mousson en Inde (884 morts), brasier titanique au Canada, la ville d'Athènes menacée, la banquise qui fond, la biodiversité en péril ... Fin juillet, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui n'a rien d'un révolutionnaire, sonne l'alarme : « *Le changement climatique est là. Il est terrifiant* ». Les pistes pour éviter le pire sont depuis longtemps mises en lumière par les experts du climat. A commencer par l'arrêt du recours aux énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel), pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Au lieu de cela, d'après le journal patronal *Les Echos*, les multinationales du secteur ont bénéficié de subventions record en 2022. Pour renverser la vapeur, il y a urgence à construire à l'échelle internationale une mobilisation qui désigne clairement l'adversaire: les multinationales, les banques qui les financent et les dirigeants politiques à leur service; autrement dit, le système capitaliste lui-même. Parce que, dans le monde entier, « *nos vies valent plus que leurs profits* ».

## Interdiction de l'abaya à l'école : grossière diversion, mais pas seulement

Pour des milliers d'enfants et de jeunes, la rentrée, ce sont des classes surchargées, une orientation contre leur gré ou pas d'affectation du tout: en cause les suppressions de classes, le tarissement du recrutement de profs, le manque criant d'AESH (Accompagnant.e.s d'Elèves en Situation de Handicap). Mais pour le nouveau ministre, la priorité, c'est l'interdiction de l'abaya et du qamis. Grossière diversion, mais pas seulement. Qui a la compétence pour qualifier telle ou telle tenue vestimentaire de qamis ou d'abaya ? Qui peut dire ce qui relève d'une mode, d'une coutume ou présente un caractère religieux, si ce n'est en se référant au nom, à l'origine, ou la religion supposée de l'élève ? Sous couvert de « *défense de la laïcité* », il s'agit bien d'une mesure à caractère discriminatoire et raciste. Mais le ministre va continuer de déverser massivement des fonds

publics aux écoles privées (à 80% catholiques); à payer évêques, curés et autres ministres de cultes en Alsace Moselle, où est obligatoire un enseignement de religion à l'école et au collège. Cette laïcité à géométrie variable, visant à stigmatiser les personnes supposées musulmanes, est purement cynique et détestable.

## Coup d'Etat au Niger : Comme un camouflet pour la France

Le putsch qui a renversé le président Bazoum a suscité une réaction musclée de Macron: il ne « *tolérera aucune attaque contre la France et ses intérêts* ». Sans véritable programme pour répondre aux besoins sociaux de la population, la junte au pouvoir joue donc sa popularité sur un bras de fer avec la France. Après la débâcle de l'opération Barkhane et le retrait de ses troupes du Mali et du Burkina, Macron et son gouvernement avaient pourtant misé sur le partenariat dit « *de combat* » avec le Niger comme laboratoire d'une nouvelle approche de la présence militaire française en Afrique. D'où le cri du cœur de la ministre des Affaires Etrangères, Catherine Colonna, sur RFI début août: « *C'est le coup d'Etat de trop !* ». La France ne saurait tolérer que l'histoire s'écrive sans elle au Niger. Au cœur du Sahel, ce pays - comme le Tchad - occupe en effet une position stratégique. Le Niger est aussi le second fournisseur d'uranium de la France. Et celle-ci, depuis plusieurs années, paie grassement les autorités nigériennes pour bloquer les routes migratoires vers l'Europe. La « *défense de la démocratie* » au Niger est loin d'être la première préoccupation des autorités françaises.

## Troupes françaises, hors d'Afrique !

Bien que soi-disant indépendantes depuis plus de 60 ans, les anciennes colonies africaines sont restées sous une forme de domination néocoloniale. Jusqu'à aujourd'hui. Comme l'a dit en juin dernier le ministre des armées, Sébastien Lecornu, dans un discours au Sénat, « *il s'agit tout simplement de défendre les intérêts de la France* ». En clair, permettre aux sociétés françaises de continuer de piller les richesses agricoles et minières de ces pays, et d'y bénéficier de conditions d'investissement avantageuses en termes de fiscalité et de rapatriement des bénéfices. D'où, pour l'impérialisme français, l'importance d'une présence - y compris militaire - en Afrique, pour garantir la stabilité de régimes africains favorables à ces « *intérêts de la France* ». Ces dernières années, la contestation s'amplifie contre ces régimes inféodés à la France, souvent corrompus, peu démocratiques voire dictatoriaux, et peu soucieux des intérêts de leur population. La page de ce néocolonialisme perpétué - la Françafrique - doit être définitivement tournée. A commencer par le retrait de toutes les troupes et militaires français du continent africain .

NPA – 40 rue des Murs St Yon 76100 ROUEN  
nparouen.communique@gmail.com  
www.facebook.com/NPAaggloRouen